



## Journée du 17 octobre : enjeu politique et jeu dangereux

Alors que les quatre marches de sans-papiers parties des quatre coins du pays arrivent aux portes de Paris, le gouvernement et la préfecture de police de Paris jouent un jeu dangereux.

Invités mardi à une réunion à la préfecture de police de Paris les signataires de la manifestation déposée pour l'arrivée de la marche ont reçu un accueil brutal : l'annonce de l'interdiction pure et simple de la dernière partie du parcours allant à la place de la Concorde et un refus de négocier.

Le lendemain, mercredi 14 octobre, à 18H00 la préfecture a fait volte-face et nous a recontacté pour proposer un parcours en direction... du ministère de l'intérieur.

Nous soulignons que, par cette proposition, les autorités se mettent en totale contradiction avec tous les arguments utilisés pour justifier l'interdiction annoncée la veille, y compris celui mettant en avant l'impossibilité de manifester vers « un lieu de pouvoir ».

Littéralement harcelés téléphoniquement par la préfecture de police pour une réponse immédiate contredisant nos règles de fonctionnement collectif et démocratique, nous avons répondu que nous prenions note de cette proposition et que nous considérons qu'elle signifiait la réouverture des négociations.

Nous avons cependant rappelé que notre objectif était d'aller vers la présidence de la République comme nous l'avons annoncé publiquement depuis le mois de juillet et comme nous en avons informé le ministère de l'intérieur et la présidence de la République depuis des semaines. Nous sommes ouvertEs à toute discussion sur un trajet permettant de respecter cet objectif.

Notre objectif n'est pas d'aller au ministère de l'intérieur parce que la question des sans-papiers et migrantEs n'est pas une question de sécurité ou de police mais une question politique d'égalité des droits.

Nous attendons donc qu'une négociation se réouvre effectivement.

Il reste désormais un jour avant la manifestation de samedi. Un accord est possible.

Nous sommes alertéEs sur le fait que ce jeudi après-midi, la préfecture de police a commencé à multiplier les provocations. Alors que depuis des semaines aucun obstacle n'avait été mis aux différentes marches, la marche venue de l'ouest a été bloquée à deux reprises par la police malgré des dépôts en bonne et due forme et des parcours signés. A Montreuil la police a menacé d'intervenir contre un concert de soutien organisé. A St Denis la préfecture menace d'interdire les parcours prévus dans la ville par les collectifs de soutien pour accueillir les marcheurs et marcheuses du Nord.

Nous disons qu'il s'agit là d'un jeu dangereux. Nous demandons donc solennellement à la présidence de la République et au premier ministre de donner des consignes pour faire cesser ces provocations, pour ouvrir de manière urgente les négociations et garantir que la manifestation du 17 octobre se tienne dans de bonnes conditions et dans le respect des revendications portées par le mouvement des sans-papiers et les 280 organisations qui les soutiennent.

Nous rappelons par ailleurs que le président de la République, qui a reçu aujourd'hui même des représentants des policiers, n'a toujours pas répondu à la lettre de la Marche nationale des Sans-Papiers et à la demande de réception d'une délégation des marcheurs et marcheuses.

Jeudi 15 octobre,

*Coordination nationale de la Marche nationale des Sans-Papiers*